



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1637

mercredi 14 février 2024

- Poursuite des vagues de déplacements forcés de familles par les gangs armés à Port-au-Prince
- Suspension des activités de Rhum Barbancourt, après l'incendie de champs de canne
- Plusieurs blessés par balles dans les festivités carnavalesques
- Vives condamnations après l'exécution d'agents de la BSAP et des brutalités policières contre les journalistes

>> Poursuite des vagues de déplacements forcés de familles par les gangs armés à Port-au-Prince

Les familles sont sous fortes tensions depuis plusieurs jours à Carrefour (au sud de Port-au-Prince), attaqué par les gangs armés. [Au moins deux personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées à Sapotille, le 15 février, dans la commune de Carrefour, lors d'assauts de bandits armés basés à Mariani.](#) Plusieurs familles ont été contraintes d'abandonner leurs maisons. Ces bandits, installés depuis le 1er novembre 2023 à Mariani, tentent d'envahir plusieurs zones de Carrefour, comme Rivière Froide, Bertin, etc. Les chauffeurs de transports publics, qui font la navette entre le Sud d'Haïti et Port-au-Prince, dénoncent que des blindés de la police sont utilisés comme « postes de péage » pour encaisser des droits de passage. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du 5 au 11 février, ce sont 2 686 personnes, soit 629 familles, [qui ont été contraintes à se déplacer dans les communes de Carrefour \(sud\), Cité Soleil \(nord\) et Tabarre \(nord-est\), à cause des attaques de gangs.](#) Plusieurs milliers de familles dans les quartiers de Solino (centre-ville de Port-au-Prince), Carrefour-Feuilles (banlieue sud-est), Mariani (au sud) ont fui leurs maisons, car les gangs tentent d'élargir leurs territoires. [Les actes de brutalités se sont révélés accrus dans plus de la moitié des vagues de déplacements forcés de plus de 310 000 personnes en 2023 en Haïti,](#) a relevé l'OIM. La plupart des déplacés en 2023, sont des femmes et des enfants. [Au cours de l'année 2023, plus de 8 400 personnes ont été tuées, blessées et/ou kidnappées,](#) a souligné le Bureau intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH). Les Nations-Unies reconnaissent qu'avec plus de 800 personnes tuées, blessées par balles et kidnappées, le mois de janvier 2024 se révèle le plus violent depuis plus de deux ans en Haïti.

>> Suspension des activités de Rhum Barbancourt, après l'incendie de champs de canne

La société du Rhum Barbancourt déclare être contrainte de suspendre ses activités publiques, après l'incendie de plusieurs champs de canne à sucre, totalisant 8 hectares, lors d'affrontements armés qui ont éclaté depuis plusieurs jours entre gangs rivaux dans la plaine du Cul-de-Sac, à Cité Soleil. Ces conflits se sont poursuivis le 10 février dans les zones de Terre noire et de Blanchard autour de l'enceinte de la distillerie Barbancourt. Cet incendie n'a pas affecté la

production. L'entreprise a annoncé, par précaution, la suspension de ses activités comme la distribution gratuite d'eau traitée, l'accès au centre de soins médicaux gratuits, l'utilisation d'aires de jeux en terrains de sports. « Notre inquiétude première demeure la sécurité de nos employés, de leurs familles et des communautés avoisinantes de Barbancourt. Nous continuons de suivre la situation sécuritaire au jour le jour, afin de déterminer quand il sera prudent de rouvrir les activités de la Fondation Barbancourt ». [Plusieurs familles sont obligées de quitter leurs domiciles dans ces zones à risque.](#)

>> Plusieurs blessés par balles dans les festivités carnavalesques

Quelle insouciance ! Lundi 12 février, plusieurs personnes participant au carnaval ont été blessées par balles au Champ de Mars. [En dépit des récentes manifestations antigouvernementales émaillées de troubles et des violences des gangs armés, notamment à Port-au-Prince](#), le conseil exécutif intérimaire jouant le rôle de conseil municipal, a donné le coup d'envoi des festivités. Ce dimanche, le 11 février, des protestataires ont lancé des pierres en direction de bandes à pied, qui voulaient se joindre au carnaval à Petit-Goâve (au sud de Port-au-Prince). Depuis plusieurs années, le carnaval perd de son rayonnement en raison de l'aggravation de la situation sécuritaire et des conditions de vie difficiles de la population. Malgré tout, des défilés de bandes à pied et de danseurs étaient au rendez-vous. D'aucuns y voient une forme de déni, et les gens seraient manipulés par le pouvoir *de facto* en place. Le Ministère de la culture et de la communication félicite « tous les acteurs impliqués, pour les multiples rôles qu'ils jouent dans la réussite des festivités carnavalesques à travers le pays, notamment celles de Port-au-Prince ». Cependant, selon une protestataire au Champs-de-Mars « il n'y a pas de carnaval. Ils savent qu'ils ne peuvent pas organiser le carnaval, mais cela ne les empêche pas de voler l'argent du carnaval. Cet argent devrait plutôt être utilisé pour venir en aide aux familles déplacées ». Les défilés ont eu lieu près de camps de personnes déplacées. Beaucoup de familles pauvres, déplacées depuis août 2023 de Carrefour-Feuilles, (sud-est de la capitale), sont encore logées dans de très mauvaises conditions à l'ancien Rex Théâtre, au Champ-de-Mars. Une forte présence policière a été remarquée pour sécuriser le déroulement de ces festivités, [alors que les autorités rechignent à mobiliser cette même force pour combattre les gangs armés dans le pays.](#)

>> Vives condamnations après l'exécution d'agents de la BSAP et des brutalités policières contre les journalistes

L'Association militaire d'Haïti met en garde le gouvernement *de facto* d'Ariel Henry contre un affrontement fratricide entre la Brigade de surveillance des aires protégées (BSAP), la Police Nationale d'Haïti (PNH), les Forces armées d'Haïti (FAd'H), les gangs et de possibles mercenaires. Le 7 février, cinq agents de la BSAP ont été tués par la Police dans des circonstances encore floues, à Laboule, à Pétionville (à l'est de Port-au-Prince). [Trois autres membres de cette brigade ont été arrêtés.](#) Par ailleurs, plusieurs associations de journalistes appellent à la protection de ses membres sur le terrain. Elles dénoncent les brutalités policières contre les confrères qui couvraient les manifestations antigouvernementales ces derniers jours. Le 8 février, à Delmas, Jean-Marc Jean a été atteint à un oeil par une bonbonne de gaz lacrymogène tirée par la police. Il risque de perdre son oeil. Le 7 février, les journalistes Lémy Brutus, Stanley Belford et Ymozan Wilboard, ont été blessés à Jérémie (Sud-Ouest) par des balles tirées par la police. Ce même jour, le matériel de plusieurs travailleurs de la presse a été saisi et endommagé par des policiers au Cap-Haïtien (Nord). Une dizaine d'entre eux ont été victimes de brutalités policières lors de protestations antigouvernementales dans le pays. Alain Charles, un chroniqueur de Radio Poltron, basée à Gros Morne (Artibonite), a été blessé le 7 février par une balle à ses parties génitales lors d'un assaut de gangs armés.